

*Politique d'exclusion de l'univers
d'investissement des entreprises
impliquées tant au niveau de la production, de la
commercialisation ou du stockage
d'armes controversées*

Univers des armes controversées - Trusteam Finance

- Les mines anti-personnel, dont la Convention d'Ottawa interdit l'utilisation depuis 1999 ;
- Les armes à sous-munitions, dont la Convention d'Oslo de 2008 interdit l'utilisation, le stockage, la production et le transfert.
- Les armes nucléaires, dans le prolongement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968, en vigueur depuis 1970 ;
- Les armes chimiques et biologiques, dont l'usage est interdit par la Convention sur les armes biologiques ou à toxines de 1972 et la Convention sur les armes chimiques de 1993.

Univers de la politique d'exclusion - Trusteam Finance

La politique d'exclusion de Trusteam Finance englobe tous les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) dont la commercialisation et la gestion financière sont effectuées par Trusteam Finance. Cette politique d'exclusion couvre le monde entier, que ce soient les entreprises des secteurs public et privé, les sociétés cotées et non cotées ainsi que toutes les classes d'actifs (actions, obligations, emprunts et instruments dérivés).

Au quotidien, Trusteam Finance estime qu'une société est impliquée dans la production, la commercialisation ou le stockage d'armes controversées quand elle :

1. Produit, commercialise ou stocke des armes controversées ou des composants spécifiquement conçus pour ces armes et représentant un élément constitutif essentiel pour leur fonctionnement.
2. Fournit une assistance, des technologies ou des services essentiels et dédiés pour ces armes tels que la logistique ou le transport.

Politique opérationnelle Trusteam Finance

Trusteam Finance s'interdit d'investir pour compte propre ou pour le compte des OPCVM dont elle assure la commercialisation et la gestion financière, directement ou indirectement, en titres représentatifs du capital ou en titres de crédit émis par des entreprises impliquées dans la production, la commercialisation ou le stockage d'armes controversées.

En complément de la politique de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, Trusteam Finance s'interdit d'accepter la gestion d'argent sous forme de mandats confié par des tiers en provenance de la production, du commerce ou du stockage d'armes controversées.

Trusteam Finance entend d'autre part que les gestionnaires financiers auprès de qui une délégation de gestion financière pourrait être envisagée, aient aussi une politique d'exclusion de leur univers d'investissement les entreprises impliquées tant au niveau de la production, de la commercialisation ou du stockage d'armes controversées.